

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Résumés

Numéro 8 (48), automne 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034813ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1034813ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1982). Résumés. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (8), 197–207.
<https://doi.org/10.7202/1034813ar>

Résumés

Valeur travail et mouvements de jeunes

(G. Béroud)

La Suisse est prisonnière d'un certain nombre d'images d'Épinal : propreté, richesse, quiétude... Comment se fait-il que dans ce pays où le chômage est quasiment absent des révoltes de jeunes soient apparues ? Quelles sont les raisons et les caractéristiques de cette « rébellion dans la cage dorée » ? L'analyse de la valeur travail, du rapport que les différents mouvements de jeunes entretiennent avec elle, sert de révélateur de la critique d'un des noyaux du système idéologique auquel s'affrontent les jeunes.

Le chômage des jeunes au Québec.

Un petit tour d'horizon.

(D. Tremblay et V. Van Schendel)

Le chômage qui se développe depuis plus de 10 ans et qui atteint des sommets effarants touche particulièrement les jeunes. Premiers mis à pied et premiers à attendre que des emplois soient créés (avec les femmes...), les jeunes occupent en outre la plupart du temps des emplois précaires et mal payés.

Ce n'est ni la « paresse » des jeunes ni leur trop grand nombre sur le marché du travail qui est responsable de cette situation mais bien l'incapacité de l'économie de créer et maintenir les emplois.

Les conséquences sociales de ce phénomène sont très graves. Or, les gouvernements n'adoptent que des mesures partielles et temporaires. La lutte au chômage des jeunes et au chômage tout court devra passer par des mesures telles que la réduction du temps de travail, le maintien des services publics, des programmes de création d'emploi, etc., mais nécessitera aussi — et surtout — la volonté politique d'éliminer le chômage.

La crise de l'emploi : quel avenir pour les jeunes ?

(J.E. Charlier)

Les jeunes ne parviennent à s'introduire sur le marché de l'emploi qu'à grande peine, et, pour nombre d'entre eux, au prix du sacrifice de leurs aspirations. Les peu scolarisés sont les premières victimes et n'ont guère de possibilités de se former sur le tas, les employeurs préférant, à coût égal, engager du personnel déjà formé.

Les jeunes plus instruits, quant à eux, doivent fréquemment se contenter d'emplois sous-qualifiés où ils ne peuvent réaliser ce à quoi ils s'étaient préparés.

D'autre part, aucun secteur de l'activité économique ne semble en mesure d'absorber prochainement toutes les personnes désireuses de travailler et dont le nombre est sans doute bien plus élevé que celui des chômeurs.

Dans ce contexte, la question de savoir si nos économies ont une chance de revenir au plain emploi mérite d'être posée. Pour un certain nombre de sociologues, la réponse est négative, si l'on garde au terme « emploi » le sens qu'il a aujourd'hui.

En effet, nous assistons à un phénomène de société duale avec d'une part des emplois qualifiés et stables dans le privé et le public. D'autre part des emplois précaires à durée déterminée à temps partiel et avec absence de protection sociale.

Ce phénomène ne peut amener que de fortes potentialités conflictuelles. Une alternative à cette société duale pourrait être le renforcement des solidarités sociales fondamentales dans le sens d'une nouvelle redistribution.

Seront-ils les vaincus de l'histoire ?

(M. Tachon)

Après avoir dressé un tableau des jeunes face à l'emploi en France, des diverses analyses qui sont faites de cette situation, l'auteur réfère à une étude qu'il a menée auprès des jeunes des centres d'hébergement de l'agglomération de Lyon. Y sont décrits les comportements des jeunes face au travail et à l'exploitation dont ils sont l'objet, leur révolte, leurs aspirations.

Ces jeunes dont les pratiques sociales deviennent les analystes de notre société vont-ils constituer une génération oubliée, sacrifiée ? « Rien ne se fera sans la mobilisation de l'ensemble des forces sociales et la participation des jeunes eux-mêmes. » Vœux pieux ou réalité de la prise de conscience des populations des sociétés industrielles ?

L'École contre le travail ?

(F. Tilman)

La politique scolaire tend vers une formation professionnelle polyvalente. Ceci aura pour résultat inévitable une déqualification. Nous optons pour une qualification qui donne au jeune travailleur le sentiment de posséder une identité professionnelle.

Ce n'est qu'à partir de cette identité que le jeune travailleur peut véritablement développer une capacité de maîtrise de son environnement professionnel et social. Cependant dans ce domaine, l'école a un rôle et, au-delà des illusions qu'elle entretient bien souvent dans l'esprit de ses élèves concernant leur avenir professionnel, elle possède comme atout majeur, les stages. Ceux-ci peuvent être l'occasion pour les jeunes de mettre leurs connaissances scolaires en pratique et surtout d'enrichir leur expérience sociale du travail et donc leur donner matière à exercer réellement une capacité d'analyse de la réalité du monde du travail.

Cela nécessite cependant un long et patient travail de coopération en équipe, d'acceptation de la relativité des expériences des autres, de capacité progressive d'émettre des hypothèses explicatives aux problèmes rencontrés, bref de découvrir des phénomènes plus généraux sous-tendant le vécu personnel.

C'est dans cette perspective commune et complète qu'est utilisée la « pédagogie du projet ». La réalisation commune et complète d'une tâche productive dans tout son processus de fabrication et de vente produit plusieurs effets fondamentaux comme : donner

confiance aux jeunes, les stimuler à mener des actions collectives, les familiariser à l'analyse des facteurs sociaux.

Quand on le peut : l'école pour éviter le pire.

(A. LaPerrière)

Quel choix constitue l'école, aujourd'hui, pour les jeunes en âge de travailler ? Si elle n'est plus la voie royale vers un bon emploi, comme dans les années soixante, elle semble cependant indispensable pour éviter aux jeunes une mobilité sociale descendante. Quand on le peut, mieux vaut encore choisir l'école, pour éviter le pire.

Pourtant, ce ne semble pas être le choix de 45 % des jeunes qui, au Québec, abandonnent l'école dès la fin de la scolarité obligatoire, avant même l'obtention d'un diplôme d'études secondaires. Quelle est la signification de ce choix ? De quels avantages relatifs à l'emploi bénéficient par ailleurs ceux et celles qui poursuivent leurs études ?

Apprendre l'insécurité... d'emploi

(J. Hohl)

Des étudiantes en éducation s'expriment sur leurs expériences et leurs espérances de travail, ainsi que sur les modes de vie inhérents au travail précaire et sur la place qu'occupent les études dans ce contexte d'absence d'emploi.

La durée contre l'instant ou quelle alternative pour les jeunes ?

(J. Amos)

La catégorie sociale « jeunesse » est marquée par une dualité fondamentale : il y a toujours des jeunes, mais ce ne sont jamais les mêmes. Ils « vieillissent », et l'article tente précisément de les situer par rapport à un avenir. Deux réalités contrastées permettent de cadrer cette problématique : celle d'un pays du Sahel, où l'école reste marginale, et celle de Genève, canton suisse où la formation postobligatoire est pratiquement devenue obligation sociale. C'est dire que les jeunes y investissent dans la formation, même s'ils ne le font pas tous avec conviction, ni avec les mêmes moyens et chances. La formation crée notamment des différences concrètes entre jeunes, quant au moment, aux conditions, à la matérialisation d'un « choix » professionnel. Les recherches montrent une certaine insatisfaction par rapport à la formation professionnelle. Et pourtant, les jeunes y investissent, malgré un avenir incertain. C'est qu'ils n'ont pas réellement d'alternative au modèle dominant de passage de l'« école à la vie active ».

Réalisme en douceur dans le préapprentissage

(M. Vuille)

Les ateliers de préapprentissage de la Société genevoise pour l'intégration professionnelle d'adolescents et d'adultes (SGIPA)

constituent un 10^e degré de formation. Ils sont fréquentés en grande majorité par des élèves de 15 ans qui n'ont pas achevé sans difficultés leur scolarité obligatoire.

Face à ces jeunes « à problèmes », les enseignants de l'atelier bois ont développé une pédagogie active : ils visent ainsi — dans la mesure du possible — à responsabiliser chaque élève dans le cadre de « chantiers de construction » où un accent est placé sur la répartition et la gestion collectives des tâches.

Mais, la logique du monde du travail « interfère » avec la logique scolaire et les enseignants de la SGIPA assument aussi la fonction de conseiller en orientation : les enseignants de l'atelier bois guident donc leurs élèves — dont les idées témoignent d'une ambition démesurée... — vers des choix professionnels réalistes ! Ils appliquent en douceur les critères d'orientation et de sélection qu'imposent en dernière analyse le marché de l'apprentissage et la conjoncture économique.

En marge, ou au cœur du problème ? Les jeunes étrangers

(G. de Rham et R. Fibbi)

Les jeunes étrangers partagent avec leurs contemporains suisses les difficultés actuelles d'insertion sur le marché de l'apprentissage et du travail, à cette nuance près néanmoins, qu'en raison de leur origine sociale et des difficultés scolaires, ils plafonnent au niveau de la formation professionnelle.

De plus ils sont sommés, par le pays d'accueil et par celui d'origine, de se définir en termes nationaux : l'identité des jeunes devenant ainsi le terrain d'une confrontation qui a pour enjeu l'enracinement et la loyauté de ce groupe.

Le problème de l'identité de la deuxième génération est soulevé publiquement au moment où celle-ci entre massivement dans la vie active. Cependant, l'image que le pays d'accueil en donne est essentiellement psychologisante, mettant en relief la problématique de l'adolescence et dissimulant les enjeux sociaux et culturels de ce moment-clé. Les stratégies concrètes d'insertion professionnelle adoptées par les jeunes étrangers peuvent être considérées comme révélatrices du difficile processus de négociation entre diverses logiques et de l'affirmation progressive de leur identité ; elles recèlent une réponse à la question largement débattue aujourd'hui, de savoir si l'intégration de la deuxième génération dans la société d'accueil se réalisera ou non sans résistances.

Les jeunes syndicalistes face aux problèmes d'emploi des jeunes

(S. Lepoutre)

Dès le début de la crise, les jeunes ont été fortement touchés par l'augmentation du chômage. Les jeunes syndicalistes de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique, confrontés à cette situation nouvelle, ont très tôt réagi en lançant des revendications concernant la création d'emplois suivant différentes modalités, et particulièrement par le partage du travail.

Encore faut-il, pour faire avancer ces revendications, qu'elles soient appuyées par un maximum de jeunes, étudiants, travailleurs

et sans-emploi, et donc qu'elles répondent aux attentes des jeunes. Les jeunes syndicalistes de la CSC ont à de nombreuses reprises consulté de nombreux jeunes pour définir, tester et réaménager leurs revendications et programmes d'action. Ils ont suscité le développement de groupes d'action à la base dans les entreprises et parmi les sans-emploi.

Cette sensibilisation de plus en plus large à la nécessité de redistribuer le travail disponible, revendication porteuse de solidarité, amène les jeunes à repenser le syndicalisme. Ils veulent dépasser le corporatisme et recherchent les voies vers un syndicalisme interprofessionnel, plus solidaire, qui ne tienne plus seulement compte des problèmes liés au travail, mais considère le travailleur, avec ou sans-emploi, ainsi que les étudiants, comme des personnes humaines qui aspirent à une société plus juste et plus démocratique.

Les enjeux actuels de l'emploi : vers une nouvelle définition de l'action collective

(P. Hamel)

Aux côtés des organisations syndicales, depuis quelques années au Québec, se sont mises sur pied des organisations populaires qui interviennent sur les conditions minimales de travail, le chômage, les droits des travailleurs.

Après avoir présenté quelques questions que soulève l'organisation du travail dans le contexte actuel, le texte se termine sur quelques pistes de discussions qui partent d'un rappel de certaines difficultés que traverse le mouvement syndical tant au niveau de son image que des stratégies qu'il met de l'avant.

Suivent une table-ronde et une brève présentation de trois organisations qui oeuvrent dans ce secteur.

« Service 15-20 » : une organisation communautaire qui intervient auprès des jeunes travailleurs

« Service 15-20 » est un organisme communautaire qui s'adresse aux jeunes sans emploi pour les aider à se trouver du travail tout en développant une meilleure connaissance de leurs droits en tant que travailleurs, mais aussi en leur permettant d'acquérir une plus grande autonomie vis-à-vis de leur milieu. L'entrevue réalisée avec Pierre Francoeur, l'un des permanents du « Service 15-20 », rend compte du fonctionnement et des principales difficultés que rencontre l'organisme.

Les débuts d'une politique nationale de formation professionnelle pour les jeunes

(O. Plan)

À la suite du Rapport Schwartz sur « l'insertion sociale et professionnelle des jeunes » en France en 1981, le gouvernement socialiste a mis en place un dispositif d'accueil, d'information, d'orientation et de formation pour les jeunes de 16 à 18 ans sans

qualification professionnelle et non insérés socialement. Cette opération touche 100 000 jeunes et se déroule en particulier à un niveau local, dans le cadre des politiques de décentralisation. L'article décrit cette opération.

Le travail des « 16-18 ans » : « Bricolage social » ou économie parallèle ?

(Débat : Y. Barel et alii)

Dans la ligne des hypothèses émises par Yves Barel dans son ouvrage *La Marginalité sociale*, le débat porte sur les enjeux sociaux du travail et du non-travail et sur l'impact sur la société dans son ensemble des nouveaux comportements vis-à-vis du travail.

Le chômage des jeunes et les politiques d'emploi en Belgique : Cadre spécial temporaire et Programme de promotion de l'emploi

(P. Desmarez et I.W. Domb)

Les programmes de création directe d'emplois par le secteur public sont nés de la crise, c'est-à-dire de la restructuration du capitalisme. Même si cette orientation n'est pas toujours explicite, ces mesures concernent tout particulièrement les jeunes.

Le tout récent « Programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand » représente une institutionnalisation du programme précédent, le « Cadre spécial temporaire ». Comme ce dernier, le nouveau programme est censé contribuer à la réalisation de « tâches d'intérêt collectif » et s'adresse à une population de chômeurs complets indemnisés. Cette institutionnalisation d'un circuit de travail parallèle pourrait être annonciatrice d'une « dualisation » rigide du secteur public mais aussi, à terme, de la société toute entière.

Simultanément, les contraintes imposées à la rencontre entre offre et demande de travail et le type d'emploi proposés par le Programme de promotion de l'emploi font que, par sa politique, l'État lui-même participe au mouvement de remise en cause de la forme qu'a pris le rapport salarial dominant depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en favorisant la flexibilité des facteurs et prix sur le marché du travail.

Les jeunes et le travail : remise en question ou fuite en avant ?

(C. Saint-Pierre)

Si la crise actuelle conduit la majorité des jeunes à adopter des stratégies de sauve-qui-peut en vue de répondre à des exigences de survie économique, elle favorise en même temps l'émergence de nouveaux comportements vis-à-vis du travail qui remettent en question son organisation, ses objectifs axés sur la productivité et les modèles de croissance qui les sous-tendent. Le mouvement syndical lui aussi se trouve interpelé par ces transformations.

Il n'y a plus de jeunesse... mais encore un État (J. Duchastel)

La jeunesse a été et s'est représentée comme principe unificateur des mouvements sociaux du tournant des années soixante. Mais elle a perdu cette place prépondérante pour devenir aujourd'hui une cohorte statistique particulièrement frappée par la crise. D'une position d'acteur social privilégié, elle est devenue victime désignée de la crise. Cela ne se comprend que par les changements décisifs de la conjoncture économique et de leur incidence sur les rapports de force au sein de l'État.

La question des jeunes permet d'analyser le problème du travail et du non-travail, ainsi que celui de la place de l'État dans la crise actuelle de régulation de l'accumulation capitaliste.

Pratiques « socio-historiques » en Travail social (F. Mispelblom)

L'auteur ébauche une méthode d'analyse et d'intervention « socio-historique » en Travail social qui tente d'expliquer l'enjeu social des situations auxquelles les pratiques sont confrontées. Le « social » y est défini comme l'articulation concrète d'aspects éco-

nomiques, politiques et idéologiques. Il est non seulement « contexte » mais aussi dimension intime du désir, et le désir, une dimension toujours présente dans le « social ». La « subjectivité » est traversée de modèles sociaux, il n'y a nulle « affectivité » qui ne soit structurée par des normes sociales.

L'article propose de nouveaux outils d'analyse pour le Travail social, indique des pistes pratiques pour orienter l'action et expose les éléments d'une intervention concrète : la situation « Mercier ».

Les centres sociaux urbains au Brésil

(V. de Paula Faleiros)

Le Brésil s'est doté depuis 1976 de nouveaux « Centres sociaux urbains » dont les programmes et les services visent à intégrer socialement et politiquement la main-d'œuvre des périphéries urbaines. À mesure que diminue le contrôle politique exercé par le gouvernement, croissent les revendications sociales et la volonté de participation populaire à l'orientation des centres sociaux. Que va-t-il advenir de cette politique sociale à un moment où la crise économique et une crise de légitimité du pouvoir secouent le pays ?

Summaries

Work Values and Youth Revolts

(G. Béroud)

Switzerland is known to praise values such as wealth, peace, security... Although unemployment has remained very low over the years, rebellious youth movements have begun to emerge. This may be explained by an analysis of conflictual values and ideologies as reflected in work.

Unemployment and Youth in Québec :

An Overview

(D. Tremblay and V. Van Schendel)

The growth of unemployment over the last ten years has particularly affected the young. As is the case for women, most youths are the first to be laid off and the last to be rehired. They tend to find themselves in the most insecure and worst paying jobs.

It is neither laziness nor the "baby boom" that creates this situation but rather the inherent characteristics of the economy which prevent the creation of stable jobs.

Although the social consequences of this situation are serious, governments have done little more than adopt piecemeal and temporary measures. The fight against unemployment in general and for youth in particular necessitates such measures as a reduction in work hours, maintaining public services and job creation programmes etc.... but most of all, the political determination to eliminate unemployment.

The Crisis of Unemployment : What is the future for today's youth ?

(J.E. Charlier)

Today's young people have serious difficulties in penetrating the job market and are often forced to sacrifice their aspirations. Those with little formal education are the first victims and have little chance to obtain on-the-job training since, all else being equal, employers prefer trained personnel.

The more educated young people are often forced to accept jobs for which they are overqualified and/or which are unrelated to their training.

Furthermore, there seems to be little chance in the near future that any sector of economic activity will be able to absorb the new waves of job-seekers. In all probability, their numbers will be far higher than present levels of unemployment.

In the light of this situation, it is necessary to ask ourselves whether the economy will ever be capable of regenerating a situation of full employment. For some sociologists the answer is negative if the definition of employment remains what it is today.

Quite clearly, we are entering the age of the "dual society" characterized on the one hand by a sector composed of highly

qualified and stable occupations and on the other, by a sector of temporary, part-time, unstable jobs without recognized measures of social protection. This situation is potentially explosive. An alternative to the dual society lies in the direction of reinforcing social solidarities through new redistribution policies.

A New "Lost Generation"?

(M. Tachon)

After examining the employment picture for youth in France and the various analyses of this situation, the author relates a study he undertook with groups of young workers in Lyon, France. He analyses their work attitudes and their work situations as well as their revolts, hopes and aspirations.

The behaviour of these young people is significant for our understanding of today's society. Do they constitute a new "lost generation"? "Nothing can be done without the efforts of all sectors of society and in particular of the young themselves." Is this empty rhetoric or an indication of a new consciousness in industrial society?

School vs Work

(F. Tilman)

Education policies tend to favour more general, varied forms of job training. This inevitably leads to a form of dequalification. We tend to prefer a type of training which gives young workers a sense of their professional identity. Indeed, it is this sense of identity which permits the individual to develop the capacity to master his or her professional and social environment. The school has a role to play in this area, and in spite of the illusions that it often reinforces in the minds of students concerning their future, there is one area in which much can be done and that is through their field work. Field work offers an opportunity for the students to put their knowledge into practice, to gain a wider social experience of work and thus to develop their own means of analysing the work world.

This presupposes, of course, long and painstaking group work in which one learns to accept the experience of others, to develop hypotheses concerning various problems encountered and, in general, to discover the more general phenomena that underlie one's personal experiences.

It is in this perspective that this article explains "project teaching". The ability to undertake a productive activity in co-operation with others and it familiarizes them with the analysis of social phenomena.

Post-Secondary Education... A Lesser Evil?

(A. LaPerrière)

How can one interpret the choice for higher education on the part of today's youth? Even though post-secondary is no longer a guarantee for a good job, it seems to be necessary in order to prevent downward mobility. If the choice exists, it seems better

to continue one's schooling... as a lesser evil. And yet 45% of students in Quebec today leave school as soon as it is legally possible and before obtaining a high school diploma. What does this mean? What are the advantages concerning employment for those who continue their education?

Learning in a Context of Job Insecurity

(J. Hohl)

Students in an Education Faculty discuss their work experiences and their hopes for the future as well as the lifestyles that are inherent in a situation of job insecurity. The article concludes with their reflexions on the role of their studies in a situation when jobs do not exist.

Duration and Change. What Alternatives for Youth?

(J. Amos)

The concept of "youth" is characterized by a fundamental duality: they are always young people... but they are constantly being replaced. This article attempts to define the way in which young people situate themselves in relation to the "duration" of youth; in particular, the author shows the ways in which they prepare for the future. To illustrate the dimensions of this situation the author compares two radically different contexts: the situation in a subsaharan African country in which schooling is still a relatively marginal phenomenon and the situation in Geneva in which it is virtually a social necessity to continue one's education beyond the limit of obligatory schooling. In this latter case, it is important to recognize that young people "invest" in their education even if they do not all show the same degree of conviction and even if they do not have the same means and opportunities. The education process creates differences among young people concerning the moment, the conditions and the realization of their career choices. Research has shown a certain amount of dissatisfaction concerning job training programmes and yet young people continue to participate in them despite the uncertainty of the future. Perhaps because there is no alternative?

The Implicit Teaching of Realism

(M. Vuille)

The pre-apprenticeship workshops of the Institut for the Professional Integration of Adolescents in Geneva (SGIP) are attended for the most part by 15 year old students who have serious difficulties finishing school.

The teachers in the wood workshop decided to adopt an active pedagogical approach with these "problem students". The goal is to encourage each student to assume and share responsibilities.

The real world however makes its influence felt and "interferes" with the learning situation by forcing the teachers to play a "de facto" role of job counsellors. The teachers guide their students —whose ambitions are wildly optimistic— towards more

realistic employment choices. In this sense they find themselves implicitly applying the orientation and selection criteria imposed by the job market and the economic crisis.

Young Immigrants and the Labour Market

(G. de Rham and R. Fibbi)

Immigrant youth shares with the rest of youth in Switzerland the problem of access to job training programmes and the labour market. The differences between the two groups however is that, because of their social origins and educational problems of immigrant youth, they tend to be channelled towards trade occupations.

Furthermore they are forced both by the host country as well as their own environments to define themselves in ethnic terms. The identity of these young people thus becomes a source of conflict concerning their sense of belonging and loyalties.

The identity problem of the "second generation" has become an issue of public concern precisely at the time when this group is massively entering the job market but Swiss authorities tend to see the problem largely in terms of the psychological difficulties of adolescence. This perception of the problem conceals the social and cultural significance of this key moment. The various strategies that young immigrants actually adopt in relationship to the job market should be seen as an indication of the difficult process of negotiation between conflicting pressures and as an attempt on their part to progressively assert their identity. These strategies contain a large part of the answer to the central question at hand: will the integration of the second generation take place with or without major conflict?

Young Union Militants and the Question of Employment for Youth

(S. Lepoutre)

Youth has been particularly hard hit by the growth of unemployment. Young militants in the Confederation of Christian Trade-Unions in Belgium rapidly reacted to this situation by calling for various types of job creation and job sharing programmes.

If these demands are to meet with success however they must be supported by large numbers of young people, whether they be students, workers or unemployed. The young union militants of the CCTU undertook a vast programme of consultation in order to define, test and redefine their demands and programmes for action. They were also active in setting up local committees in various shops and amongst the unemployed.

The push for redistribution of the work available, necessarily poses the question of solidarity and has led youth to rethink their attitudes towards unionism. They want to go beyond the corporatist conception of trade-unionism and to seek new forms of trade-union solidarity which consider not only job related problems but the worker, whether presently employed or not, as a human being who desires to live in a more just and democratic society.

The Struggle for Employment: Towards a new definition of collective action

(P. Hamel)

Over the last few years in Quebec, new organizations concerned with working conditions, unemployment and workers' rights have appeared alongside the union movement.

The author discusses various aspects of the organization of work in the present context and suggests themes for discussion concerning the difficulties that the union movement is presently facing, both in term of its public image and the strategies it employs.

A round table discussion with representatives from three of these parasyndical organizations concludes the article.

Service 15-20: A Community Organization for Young Workers

(P. Francoeur)

Service 15-20 is a community organization for unemployed young people which seeks to help them find employment and to know their rights as workers. At the same time, the project encourages them to become more independent in relation to their environment. This interview with a member of the staff explains the way the organization works and the main difficulties it encounters.

The Initial Steps towards a National Manpower Training Programme for Youth

(O. Plan)

Following the Schwartz Report (1981) on "Social and Professional Youth Integration", the French government has introduced changes that provide the unqualified youth with counselling services and training programmes. No less than 100,000 unemployed youths are affected by this policy which is administered on a regional basis. The article describes the implementation of the programme.

The Work Situation for 16-18 Years Old: "Getting by" on a Parallel Economy

(Debate: Y. Barel et al)

In reference to Yves Barel's book *La Marginalité sociale*, this debate concerns the issue of work and the impact of new work practices on society as a whole.

Youth Unemployment and Job Creation Programmes in Belgium

(P. Desmarez and W.I. Domb)

Job creation programmes in the public sector came into being with the Depression, that is during a period of reorganization of

capitalism. Although it is not always explicit, these programmes are particularly oriented towards youth.

The recently introduced "programme for the creation of employment in the non-market sector" institutionalizes the previous programme known as the "Special Temporary Framework". Like its predecessor, the new programme is meant to encourage activities in the public interest and concerns only those receiving unemployment insurance benefits. This institutionalization of a network of "alternative" occupations may be an indication of a growing "dualization" within the public sector and eventually within the society as a whole.

At the same time, the constraints imposed on the relationship between the supply and demand for employment on the one hand and the type of employment offered by the job-creation programmes on the other tend to create a situation in which the State, through its employment policies, contributes to the weakening of the traditional salary relationship.

Youth and Work: Contestation or Evasion

(C. Saint-Pierre)

The present economic crisis forces most young people to take what they can get in terms of employment. At the same time however, new attitudes are becoming evident which are increasingly critical of work organization and the underlying values of productivity and growth. The union movement is also seriously affected by this new mentality.

The Youth of Yesteryear... and the State of Today

(J. Duchastel)

The youth movement has played an important role in France's major conflicts during the 60's. Their demands for social change seem to have faded away with the coming economic crisis. The young have been particularly hit by higher unemployment rates which barely existed a decade ago. Youth unemployment can be explained by the nature of political struggle within the State in capitalist society.

The Socio-Historic Determinants of Social Work Practice

(F. Mispelblom)

The author suggests a method of analysis which seeks to explain certain issues in social work practice. He analyzes social determinations in their broadest sense which includes economic, politics and ideological aspects. But social determinations also have subjective meaning, that is to say it may be seen as part of individual psychology which in turn is governed by social norms.

The article proposes new models of analysis, and some suggestions for social work practice.

Urban Social Service Centers in Brazil

(V. de Paula Faleiros)

Since the foundation of Urban Social Centre (1976), Brazil has

been going through hard economic and political times. Furthermore, there is increasing pressure for community participation in decision making. This article looks at the effects of these changes and at their implications for social policy.

Resumenes

Valor trabajo y movimientos de jóvenes

(G. Béroud)

La Suiza es la prisionera de un cierto número de imágenes de Epinal: limpieza, riqueza, tranquilidad... Pero, ¿Cómo se explica que en este país en que la cesantía es casi inexistente hayan aparecido revueltas de los jóvenes? ¿Cuales son las razones y las características de esta "rebelión en la jaula dorada"? El análisis del valor trabajo, de la relación que los diferentes grupos de jóvenes tienen con él, sirve de revelador de la crítica de uno de los núcleos del sistema ideológico que confrontan los jóvenes.

La cesantía de los jóvenes en el Québec: una visión de conjunto

(D. Tremblay y V. Van Schendel)

La cesantía que se acrecienta hace diez años y que alcanza niveles pavorosos afecta principalmente a los jóvenes. Los primeros en ser dados de baja y los primeros en la espera de la creación de nuevos empleos, (así como es el caso de las mujeres...), los jóvenes ocupan, además, con frecuencia empleos precarios y mal pagados.

La causa de esta situación no se encuentra ni en la "pereza" de los jóvenes ni en su número excesivo, sino en la incapacidad de la economía de crear y de mantener los empleos.

Las consecuencias sociales de este fenómeno son gravísimas, y las medidas gubernamentales, sólo parciales y temporales. La lucha contra la cesantía de los jóvenes exigiría medidas como la reducción del tiempo de trabajo, el mantenimiento de los servicios públicos, programas de creación de empleo y otros, pero también exigiría la voluntad política de eliminar la cesantía.

La crisis del empleo y el porvenir de los jóvenes

(J.E. Charlier)

Los jóvenes consiguen incorporarse al mercado del empleo sólo con grandes esfuerzos, y, en el caso de muchos, sólo a costas del sacrificio de sus aspiraciones. Los menos escolarizados son las primeras víctimas, sin posibilidades de formarse en el trabajo, dado que los empleadores prefieren, si los costos son los mismos, contratar personal ya formado.

Los jóvenes más instruidos, por su parte, deben conformarse frecuentemente con empleos sub-calificados, en los que no pueden

realizar aquello para lo cual estaban preparados. Ningún sector económico parece capaz de absorber en un futuro próximo todas las personas deseosas de trabajar, y de las cuales el número es sin duda alguna harto más elevado que el de los cesantes.

En este contexto, la cuestión de saber si nuestras economías podrán volver al pleno empleo merece ser discutida. Para un cierto número de sociólogos, la respuesta es negativa, si el término "empleo" conserva el sentido que tiene hoy. En efecto, presenciamos un fenómeno de sociedad dual, con un sector de empleos calificados en lo público y lo privado, y un sector de empleos precarios, de duración limitada, a tiempo parcial, y con ausencia de protección social.

Este fenómeno no puede sino acarrear fuertes potencialidades de conflicto. Una alternativa a esta sociedad dual podría ser el refuerzo de las solidaridades sociales fundamentales, que llevarán a una nueva redistribución.

¿Quiénes serán los vencidos de la historia?

(M. Tachon)

Después de mostrar el conjunto de la situación de los jóvenes desde el punto de vista del empleo en Francia, y de los diversos análisis que se han hecho de esta situación, el autor se refiere a un estudio que él ha realizado con los jóvenes de los centros de hospedaje de la región de Lyon. El autor describe los comportamientos de los jóvenes en relación al trabajo y a la explotación de la que son objeto, su protesta y sus aspiraciones.

Estos jóvenes, cuyas prácticas permiten el análisis de nuestra sociedad, ¿serán ellos una generación olvidada, sacrificada? "Nada se hará sin la movilización del conjunto de fuerzas sociales y la participación de los mismos jóvenes": ¿Voto piadoso, o realidad de la toma de conciencia de la población de las sociedades industriales?

¿La escuela contra el trabajo?

(F. Tilman)

La política escolar tiende hacia una formación profesional polivalente; ésta tendrá como resultado inevitable una descalificación. Nosotros optamos por una calificación, que dé al joven trabajador el sentimiento de una identidad profesional. Es sólo a partir de esta identidad que el joven trabajador podrá desarrollar realmente una capacidad de control de su ambiente profesional y social. En este campo, la escuela tiene un rol que desempeñar, y, a pesar de las ilusiones que elle pueda provocar respecto al futuro profesional, ella posee en las prácticas un instrumento privilegiado. Estas pueden ser para los jóvenes la ocasión de poner en práctica sus conocimientos escolares, y sobre

todo para permitirles realmente el ejercer una capacidad de análisis de la realidad del mundo del trabajo.

Ello necesita, sin embargo, un largo y paciente trabajo de cooperación en equipo, de aceptación de la relatividad de la experiencia de los demás, de una capacidad progresiva de emitir hipótesis explicativas frente a los problemas encontrados, y, en resumen, de descubrir fenómenos más generales bajo las formas de la vivencia personal.

Es en esta perspectiva que se utiliza la "pedagogía de proyectos". La realización común y completa de una tarea productiva en todo su proceso de fabricación y de venta, produce varios efectos fundamentales como los de dar confianza a los jóvenes, estimularlos a realizar acciones colectivas, y familiarizarlos con el análisis de factores sociales.

Cuando se puede, la escuela es el mal menor

(A. LaPerrière)

¿Qué elección representa la escuela, hoy, para los jóvenes en edad de trabajar? Si bien ya no es el camino real hacia un buen empleo, como en los años sesenta, ella parece sin embargo indispensable para evitar una movilidad social descendiente. Cuando se pueda, aún vale la pena escoger la escuela como el mal menor. Esta no parece ser, sin embargo, la opción de 45% de los jóvenes que abandonan la escuela apenas terminada la escolaridad obligatoria, aún antes de la obtención de un diploma de estudios secundarios. ¿Cuál es la significación de esta elección? ¿Cuáles son las ventajas relativas de las que disfrutan, por otra parte, aquellos que prosiguen sus estudios?

Aprender la inseguridad... de empleo

(J. Hohl)

Estudiantes de educación se expresan sobre sus experiencias y sus esperanzas de trabajo, sobre los modos de vida inherentes al trabajo precario, y sobre el sitio que ocupan los estudiantes en un contexto de ausencia de trabajo.

Permanencia o fugacidad: ¿Qué alternativas hay para los jóvenes?

(J. Amos)

La categoría social "juventud" está marcada por una dualidad fundamental: siempre hay jóvenes, pero no son siempre los mismos. ellos "envejecen", y el artículo trata de situarlos en relación a la duración de sus juventud, mostrando cómo preparan concretamente su porvenir. Dos realidades contrastantes definen la problemática: aquella de un país del Sahel, en que la escuela es una realidad marginal, y la de Ginebra, cantón suizo en que la formación post-obligatoria ha llegado a ser una verdadera obligación social. En este caso, los jóvenes invierten en su formación, pero no todos lo hacen con convicción, ni con los mismos medios, ni con las mismas probabilidades. La formación crea diferencias concretas entre los jóvenes en cuanto al momento,

a las condiciones y a la materialización de una "elección" profesional. Los estudios muestran una insatisfacción de los jóvenes frente a la formación profesional; y, sin embargo, los jóvenes continúan a invertir en ella, a pesar de un futuro incierto. La razón última es la ausencia de alternativa al modelo dominante de transición "de la escuela a la vida activa".

Realismo matizado en el pre-aprendizaje

(M. Vuille)

Los talleres de pre-aprendizaje de la Sociedad para la integración profesional de los adolescentes y los adultos de Ginebra constituyen un grado décimo de formación. Son frecuentados, en su gran mayoría, por alumnos de 15 años que han terminado con dificultad su escolaridad obligatoria.

Frente a estos jóvenes—"problema" los enseñantes del taller de madera han desarrollado una pedagogía activa. Ellos apuntan así, y en la medida de lo posible, a responsabilizar cada alumno en el encuadre de "talleres de construcción", que acentúan la repartición y la gestión colectivas de las tareas.

Cuando la lógica del mundo del trabajo interfiere con la lógica escolar, los enseñantes de la SGIPA asumen también la función de consejeros de orientación, guiando los alumnos que demuestran una ambición desmesurada hacia elecciones profesionales realistas. Ellos aplican así los criterios de orientación y de selección impuestos, en fin de cuentas, por el mercado del aprendizaje y de la coyuntura económica.

Los jóvenes extranjeros, ¿Margen o centro del problema?

(G. de Rham y R. Fibbi)

Los jóvenes extranjeros comparten con sus contemporáneos suizos las dificultades actuales de inserción en el mercado del aprendizaje y del trabajo, con el matiz de diferencia que, debido a su origen social y a sus dificultades escolares, ellos se atascan más rápidamente en su formación profesional.

Tanto el país de acogida como el de origen les piden una definición en términos nacionales, y la identidad de estos jóvenes pasa a ser así el terreno de una confrontación en la que se juegan el futuro de su enraizamiento y de su lealtad como grupo.

El problema de la identidad de la segunda generación se hace público cuando ésta entra masivamente en la vida activa. El país de acogida contribuye con una imagen psicologizante, que subraya la problemática de la adolescencia y disimula los conflictos sociales y culturales de este momento crucial de su vida.

Las estrategias concretas de inserción profesional adoptadas por los jóvenes extranjeros pueden ser consideradas como reveladoras del difícil proceso de negociación entre lógicas diversas, y de la afirmación progresiva de su identidad. Ellas contienen la respuesta a la pregunta tan debatida en esos momentos, que es la de saber si la integración de la segunda generación en la sociedad de acogida se hará con o sin resistencias.

Los jóvenes sindicalistas frente a los problemas de empleo de los jóvenes

(S. Lepoutre)

Desde los comienzos de la crisis, los jóvenes han sido muy afectados por el aumento de la cesantía. Los jóvenes sindicalistas de la Confederación de sindicalistas cristianos de Bélgica, confrontados a esta nueva situación, han reaccionado rápidamente, reivindicando la creación de empleos según diferentes modalidades, y especialmente por la repartición del trabajo.

El avance de estas reivindicaciones exige el que ellas sean apoyadas por el máximo de jóvenes, de estudiantes, de trabajadores y de cesantes, y que ellas correspondan a las expectativas de éstos. Los jóvenes sindicalistas de la CSC han realizado numerosas consultaciones de jóvenes para definir, verificar y organizar sus reivindicaciones y sus programas de acción, y han suscitado el desarrollo de grupos de acción de base en las empresas y entre los cesantes.

Esta sensibilización cada vez más amplia a la necesidad de redistribuir el trabajo disponible, rica en potencial de solidaridad, lleva los jóvenes a repensar el sindicalismo. Queriendo sobrepasar el corporativismo, ellos buscan las vías de un sindicalismo interprofesional, más solidario, que no considera solamente los problemas ligados al trabajo, sino también que considera al trabajador, con o sin empleo, así como los estudiantes, como personas humanas, que aspiran a una sociedad más justa y más democrática.

El sentido actual del empleo: hacia una redefinición de la acción colectiva

(P. Hamel)

Hace ya algunos años que en el Québec se crean, junto a las organizaciones sindicales, organizaciones populares que intervienen sobre las condiciones mínimas de trabajo, la cesantía, y los derechos de los trabajadores.

Después de haber presentado algunas de las cuestiones suscitadas por la organización del trabajo en el contexto actual, el texto se termina sobre algunas pistas de discusión, que comienzan recordando algunas de las dificultades que atraviesa el movimiento sindical, tanto a nivel de su imagen, como a nivel de las estrategias que ensaya. El artículo incluye una mesa redonda y una breve presentación de tres organizaciones que trabajan en este sector.

Servicio 15-20: una organización comunitaria para los jóvenes trabajadores

(P. Francoeur)

“Servicio 15-20” es un organismo comunitario destinado a los jóvenes sin empleo, para ayudarlos a encontrar trabajo, a conocer mejor sus derechos como trabajadores, y a adquirir una mayor autonomía en relación a su medio de vida. La entrevista realizada

con Pierre Francoeur, uno de los permanentes del “Servicio 15-20”, presenta el funcionamiento y las dificultades del organismo.

Los comienzos de una política nacional de formación profesional para los jóvenes

(O. Plan)

Después del Informe Schwartz sobre “la inserción social y profesional de los jóvenes”, publicado en Francia en 1981, el gobierno socialista ha creado un medio de acogida, de información, de orientación y de formación para los jóvenes de 16 a 18 años, sin calificación profesional y sin inserción social. Esta operación afecta cien mil jóvenes, y se desarrolla en un nivel local, en el cuadro de las políticas de descentralización.

El trabajo de los 16 a 18 años: ¿Trabajo de aficionado o economía paralela?

(Y. Barel y otros)

En la prolongación de las hipótesis emitidas por Yves Barel en su obra: “La marginalidad social”, el debate torna sobre los efectos sociales del trabajo y del no-trabajo, y sobre el impacto del conjunto de nuevos comportamientos de trabajo sobre la sociedad.

La cesantía de los jóvenes y las políticas de creación de empleos en Bélgica: el Cuadro especial temporario y el Programa de promoción del empleo

(P. Desmarez y I.W. Domb)

Los programas de creación directa del empleo del sector público son productos de la crisis, es decir de la re-estructuración del capitalismo. Aún si esta orientación no es siempre explícita, estas medidas conciernen especialmente a los jóvenes.

El reciente “Programa de promoción del empleo en el sector no comercial” representa una institucionalización del programa precedente, el “Cuadro especial temporario”. Como este último, el nuevo programa está destinado a contribuir a la realización de “tareas de interés colectivo”, y se dirige a una población de cesantes completos indemnizados. Esta institucionalización de un circuito de trabajo paralelo podría ser el anuncio de una “dualización” rígida del sector público, o aún de toda la sociedad.

Al mismo tiempo, las rigideces impuestas al encuentro de la oferta y de la demanda de trabajo y el tipo de empleo propuesto por el Programa de promoción del trabajo hacen que le Estado, por su política del empleo, participe a la redefinición de la forma dominante de relación salarial que rige desde fines de la Segunda guerra mundial, favoreciendo la flexibilidad de factores y de precios en el mercado del trabajo.

**Los jóvenes y el trabajo:
¿Cuestionamiento o huída hacia el futuro?**
(C. Saint-Pierre)

Si la crisis actual lleva a la mayoría de los jóvenes a adoptar medidas de salvaguardia quien pueda para responder a las exigencias de supervivencia económica, ella favorece también la emergencia de nuevos comportamientos frente al trabajo que cuestionan su organización, sus objetivos centrados en la productividad, y los modelos de crecimiento en los que se apoyan. El movimiento sindical también se encuentra confrontado a estas transformaciones.

Ya no hay jóvenes... pero aún hay un Estado
(J. Duchastel)

La juventud ha sido y ha sido representada como el principio unificador de los movimientos sociales del comienzo de los años sesenta, pero ella ha perdido este sitio preponderante, para convertirse hoy en una cohorte estadística particularmente afectada por la crisis. De una posición de actor social privilegiado, ella ha pasado a ser la víctima designada de la crisis. Esto sólo puede comprenderse a partir de los cambios decisivos de la coyuntura económica, y de su incidencia sobre las relaciones de fuerza en el seno del Estado.

El problema de los jóvenes permite analizar el problema del trabajo y del no-trabajo, así como el del sitio del Estado en la crisis actual de regulación de la acumulación capitalista.

Prácticas "socio-históricas" en trabajo social
(F. Mispelblom)

El autor esboza un método de análisis y de intervención social de las situaciones a las que se confrontan las prácticas. Lo "social" es definido como la articulación concreta de los aspectos económicos, políticos e ideológicos. Es no solamente contexto, sino también dimensión íntima del deseo, y éste, una dimensión siempre presente en lo "social". La "subjetividad" expresa modelos sociales, y no hay "afectividad" que no esté estructurada por normas sociales.

El artículo propone nuevos instrumentos de análisis para el trabajo social, indica algunas pistas prácticas para orientar la acción, y expone los elementos de una intervención social concreta, en el caso de "la situación Mercier".

Los centros sociales urbanos en el Brasil
(V. de Paula Faleiros)

El Brasil se ha dotado, a partir de 1976, de nuevos "Centros sociales urbanos", con programas y servicios que tratan de integrar social y políticamente la mano de obra de las periferias urbanas, a medida que disminuye el control social ejercido por el gobierno, crecen las reivindicaciones sociales y la voluntad de participación popular en la orientación de los centros sociales. ¿Qué ocurrirá con esta política social, en un momento en que la crisis económica y una crisis de legitimidad del poder sacuden el país?